

**CONDITIONS DE TRAVAIL (durée, rupture, CDD...)**

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| <p>LS 11/09<br/>page 1</p>       | <p>➤ <b>Annulation de la validation d'un plan de sauvegarde de l'emploi - CE, 19 juillet 2017, n° 391849</b><br/>Le CE a posé le principe suivant « l'annulation de la décision du Directe validant ou homologuant un Plan de sauvegarde de l'emploi, entraîne celle des autorisations de licenciement des salariés protégés inclus dans la procédure ».</p>   |
| <p>LS 13/09<br/>page 5</p>       | <p>➤ <b>Le travail dominical dans la grande distribution</b><br/>La procédure d'extension des avenants n°58 et n°59 des 22 septembre et 15 décembre 2016 à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 2001, concernant le travail dominical dans la grande distribution, vient d'être lancée après un avis publié au journal officiel. L'avenant 58 modifie les règles de rémunération des heures du dimanche. L'avenant 59 propose une réécriture des dispositions sur le décompte annuel du temps de travail.</p>    |
| <p>LS 14/09<br/>Page 1</p>       | <p>➤ <b>Calcul des indemnités issues du PSE, faut-il intégrer la participation et l'intéressement ? - Cass. Soc., du 7 septembre 2017 (n° 16-12.473 FS-PB)</b><br/>Selon la cour de cassation, on notera qu'en cas de PSE, les sommes issues de l'intéressement et de la participation aux résultats ou autres indemnités spécifiques ne peuvent entrer dans l'assiette de calcul de l'indemnité conventionnelle de licenciement que si le PSE le prévoit dans ses modalités.</p>  |
| <p>LS 15/09<br/>Page 1</p>       | <p>➤ <b>Projet de réforme des Indemnités légales de licenciement - Ord. 31/9/2017, relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail, NOR MTRT1724787R</b><br/>Les indemnités légales de licenciement seront portées à 25% jusqu'à dix ans d'ancienneté. Au delà de dix ans d'ancienneté, les indemnités de licenciement représenteront 1/3. Le projet d'ordonnance prévoit aussi que l'indemnité de licenciement soit accordée à partir de 8 mois d'ancienneté dans l'entreprise au lieu d'un an.</p> |
| <p>LS 14/09<br/>Page 5</p>       | <p>➤ <b>Les salaires des cadres à la hausse – Source APEC</b><br/>En 2017, les cadres s'avèrent plus optimistes en ce qui concerne leurs perspectives d'évolution salariale selon une étude de l'APEC publiée le 12/09.</p>  |
| <p>LS 11/09<br/>Page 1</p>       | <p>➤ <b>Principe d'égalité des chances - Cass. Soc, du 12 juillet 2017 (15-26.262) PBRI</b><br/>Les femmes pourront désormais bénéficier d'une demi-journée de congés à l'occasion de la journée des droits de la femme le 8 mars, si un accord collectif le prévoit <i>sans porter atteinte au principe d'égalité des chances</i></p>   |
| <p>LS 12/09<br/>Pages 1 et 2</p> | <p>➤ <b>La CEDH définit les modalités de surveillance des communications électroniques des salariés</b><br/><i>CEDH, Grande Chambre, 5 septembre 2017, n°61496/08 Barbulescu c. Roumanie</i><br/>Après le licenciement d'un ingénieur roumain pour avoir utilisé, durant ses heures de travail et depuis l'ordinateur de l'entreprise, la messagerie instantanée à des fins personnelles, l'affaire a été portée devant la CEDH qui a défini des règles quant à l'autorisation de surveillance des salariés.</p>             |

**ECONOMIE**

|                            |   |
|----------------------------|---|
| <p>LS 11/09<br/>page 7</p> | <p>➤ <b>Taux d'absentéisme stable en France en 2016 - Source AFP</b><br/>Selon, le 9<sup>ème</sup> baromètre de l'absentéisme et de l'engagement du groupe de conseil Ayming, portant sur 82 000 entreprises, le taux global d'absentéisme en France en 2016 est resté quasiment stable à 4.59% soit 16.8 jours d'absence par an.</p>   |
| <p>LS 12/09<br/>Page 6</p> | <p>➤ <b>Un nouveau fonds à destination des PME – Source AFP</b><br/>Un nouveau fond baptisé « Eiffel Croissance Directe » et destiné à financer exclusivement les PME, en leur octroyant des prêts pour se développer a été lancé le 8 septembre pour soutenir une centaine d'entreprises.</p>  |
| <p>LS 13/09<br/>Page 1</p> | <p>➤ <b>Le CICE sera abaissé d'un point en 2018</b><br/>Le gouvernement Macron a annoncé son souhait de voir supprimer le CICE en 2019. Le taux du CICE va tout d'abord rebasculé à 6% de la masse salariale en 2018. Puis viendra la suppression en 2019, dans le but de créer un allègement pérenne des cotisations patronales.</p>   |
| <p>LS 14/09<br/>Page 3</p> | <p>➤ <b>L'emploi salarié en hausse de 0.3% - Source INSEE informations rapides n°238 1209</b><br/>L'emploi salarié en France est en hausse de 0.3% au deuxième trimestre 2017 Soit 81400 postes créés</p>   |
| <p>LS 11/09<br/>Page 1</p> | <p>➤ <b>Reporting extra financier - Ordonnance 19 juillet et décret du 9 août</b><br/>Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, certaines entreprises de plus de 500 salariés doivent produire un reporting extra financier visant à présenter les risques liés à l'activité de la société et les mesures prises pour les <i>prévenir</i>.</p>  |
| <p>LS 15/09<br/>Page 6</p> | <p>➤ <b>Whirpool Amiens : un accord signé avec WN pour réindustrialiser le site - Source AFP</b><br/>Whirpool a annoncé le 12 septembre un accord de reprise avec la société WN pour réindustrialiser son site d'Amiens, promis à la fermeture en juin 2018. Les activités de WN seront mises en place parallèlement à celles de Whirpool à partir de septembre 2017 Les syndicats CFE-CGC, CFTC se sont réjouis de l'accord.</p> |

| <b>FORMATION</b>  |   |
|---|---|
| <p><b>LS 11/09</b><br/>Pages 3 et 4</p> <p><b>LS 13/09</b><br/>Page 5</p> <p><b>LS 13/09</b><br/>Page 4</p>   | <p>➤ <b>Projet de réforme de la formation et de l'alternance</b><br/>La réforme prévoit : un plan d'investissement de 15 milliards d'euros sur cinq ans ; une conversion de la contribution unique en des droits inscrits sur le CPF, un élargissement des formations éligibles, le crédit en euros et non plus en heures, des droits plus élevés pour certaines personnes, et un système de labellisation des organismes. Par ailleurs, est prévue une fusion du contrat d'apprentissage et de professionnalisation avec une grille de rémunération unifiée.</p> <p>➤ <b>Modalités de financement des heures du Compte d'Engagement Citoyen –</b><br/><i>Arr. du 1er septembre 2017, JO 7 septembre, NOR : MENV1719820A</i><br/>Les modalités de financement des heures de formation acquises à compter du 1er janvier 2018 au titre du Compte d'Engagement Citoyen seront financées par les acteurs responsables des activités bénévoles ou de volontariat.</p> <p>➤ <b>Hausse de 1,2 % de l'apprentissage en 2016 - Source : DARES, Résultats n° 057, septembre 2017</b><br/>La DARES indique une hausse de l'apprentissage de 1,2 % en un an malgré non atteinte de l'objectif d'emploi de 500 000 apprentis pour 2016. Les secteurs accueillant le plus d'apprentis sont le tertiaire avec 58,4 % des apprentis, 22,4 %. Par ailleurs, ils se trouvent davantage dans les petites structures.</p>  |
| <b>PROTECTION SOCIALE</b>   |   |
| <p><b>LS 11/09</b><br/>Pages 4 et 5</p> <p><b>LS 11/09</b><br/>Pages 4 et 5</p> <p><b>LS 11/09</b><br/>Pages 4 et 5</p> <p><b>LS 11/09</b><br/>Pages 4 et 5</p> <p><b>LS 13/09</b><br/>Page 5</p> | <p>➤ <b>Baisse de cotisations sociales compensées par hausse de la CSG</b><br/>La réduction des cotisations devrait se faire en 2 temps : une baisse de 2,2 points au 1er janvier prochain et une autre de 0,95 points à la rentrée de septembre 2018. Cette baisse devrait donc être compensée par une hausse de la CSG de 1,7 pts dès le 1er janvier 2018.</p> <p>➤ <b>Report du prélèvement à la source</b><br/>Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, a acté de reporter d'un an de son entrée (soit au 1er janvier 2019) et il devrait y avoir un test en juillet avec des entreprises volontaires.</p> <p>➤ <b>Fusion prévue de l'AGIRC et l'ARRCO</b><br/>Conformément à l'ANI du 30/10/2015, d'ici la fin décembre un accord visant à regrouper les deux régimes devra être trouvé et signé au plus tard le 1er janvier 2018. Les négociations sont prévues dès le début du mois de septembre.</p> <p>➤ <b>Fin du RSI et transfert de ses missions au régime général confirmés</b><br/>La gestion du RSI sera reprise par le régime général mais les indépendants auront une gouvernance et organisation dédiée dans le régime général. Une période de transition est prévue du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019.</p> <p>➤ <b>Préparation de la réforme des retraites, poste de Haut-Commissaire crée – D. n° 2017-1328 du 11 septembre 2017, JO le 12 septembre</b><br/>Jean-Paul Delevoye, ancien président du Conseil économique, social et environnemental est présumé pour être le Haut-Commissaire à la réforme des retraites. Il devra coordonner la réforme dont le début est prévu dès la fin de l'année 2017, avec la Ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn.</p> |
| <b>RELATIONS SOCIALES (droit syndical ; IRP ; conventions et accords)</b>   |   |
| <p><b>LS 11/09</b><br/>Page 2</p> <p><b>LS 13/09</b><br/>Page 5</p> <p><b>LS 14/09</b><br/>Page 5</p>   | <p>➤ <b>La publication d'arrêtés de représentativité - Arrêté du 22 juin 2017</b><br/>Deux arrêtés publiés le 30 juin ont fixé la liste des organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGT, FO, CFE CGC) et patronales (Medef, CPME, U2P) reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel.</p> <p>➤ <b>Mandat prud'homal - Arrêté du 8 septembre 2017, JO 1209 NOR : MTPT1725257A</b><br/>La période de dépôt des candidatures à la fonction de conseiller prud'homme est prolongée. Les mandataires des organisations syndicales et patronales ont jusqu'au 18 septembre à 12h pour déposer leur liste de candidats à la fonction.</p> <p>➤ <b>Réforme du droit du travail : des dizaines de milliers de manifestants – Source AFP</b><br/>La CGT a appelé à une nouvelle mobilisation contre la loi travail le 21 septembre, veille de la présentation des ordonnances en Conseil des ministres.</p>  |
| <b>SANTE et QVT AU TRAVAIL</b>  |   |
| <p><b>LS 15/09</b><br/>Pages 1 et 2</p> <p><b>LS 12/09</b><br/>Page 3 et 4 et<br/><b>LS 14/09</b><br/>Page 2 et 3</p>   | <p>➤ <b>Capgemini lie politique de prévention des risques et dialogue social –</b><br/><i>Accord sur la santé au travail dans l'UES Capgemini du 27 juin 2017</i><br/>L'accord est conclu pour une durée indéterminée et comprend plusieurs volets tels que l'identification des risques liés à l'activité mais aussi psychosociaux et liés au management, la prévention de risques de surcharge, liés à l'inter-contrat et à l'affectation sur mission ainsi que la gouvernance de la santé au travail.</p> <p>➤ <b>Renforcement de la politique Handicap chez Carrefour et Orange –</b><br/><i>Accord du 15 mai 2017 sur l'emploi des personnes handicapées chez Carrefour Hypermarchés</i> prévoit des objectifs d'embauche de 450 personnes, des actions de maintien dans l'emploi renforcées ainsi qu'un temps partiel accessible dès 50 ans, pour un budget de 3,3 millions d'euros sur les 3 ans de l'accord.<br/><i>Accord du 28 juin 2017 sur l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap et la lutte contre les discriminations (Orange)</i> prévoit avec un budget de 9,2 millions d'euros annuel sur la durée de l'accord et s'engagent au recrutement de 570 personnes handicapées, le maintien dans l'emploi et fins de carrière et la lutte contre les discriminations.</p>   |